

# Madagascar : Survol hebdomadaire de la presse francophone N°51 (du 20 au 24 décembre 2010)

## La crise politique

◆ **La Transition confirme la tenue des législatives le 16 mars 2011. La décision provoque des remous au niveau national et risque de compliquer la tâche de la médiation internationale.** Le maintien du calendrier arrêté dans les accords d'Ivato confirme la volonté du régime de poursuivre dans la voie qu'il a tracée. La tenue des législatives remet en question le processus de dialogue appuyé par la communauté internationale, au moment même où la délégation de la Sadc achevait sa mission au pays et laissait transparaître un certain optimisme. La communauté internationale, par le biais d'un projet de mise en place d'un bureau de liaison, projeterait de lancer un chantier pour préparer l'organisation des prochaines échéances électorales résultant du consensus tant recherché entre les protagonistes de la crise.

**Les demandes de report de ces législatives n'ont pas tardé à affluer en provenance de diverses sensibilités.** Le principal argument mis en avant est l'organisation d'un scrutin en période cyclonique, comme ce fût le cas pour le projet d'organiser des municipales le 20 décembre, projet auquel le pouvoir a dû renoncer. Une situation climatique qui risque de ne pas favoriser la transparence et l'égalité des chances entre candidats. Des parlementaires rappellent que tout nouveau scrutin devrait être précédé d'un recensement général, de la refonte et du renforcement de la CENI, et de l'adoption d'un nouveau Code électoral, selon le consensus qui s'était dégagé lors de l'ajournement des municipales. Le président de la Commission « *Réconciliation nationale* » du CST, et président du Tim, Jaona Ralijaona Andrianarivo, évoque également la « *nécessité des mesures d'apaisement* », avant la tenue des autres élections. « *Il faut mettre en place un gouvernement d'union, assurer la liberté d'expression et renforcer la sécurité* », argumente-t-il. Sur le fond, cette prise de position n'a rien de nouveau par rapport à l'intervention des autres partis et hommes politiques, sauf que c'est le Tim pro-Raharinaivo Andrianantoandro, principal allié objectif du régime, qui prend position contre le scrutin. L'ex-premier ministre de Didier Ratsiraka, Tantely Andrianarivo, de retour sur la scène politique, en dépit de son annonce de retrait temporaire, affiche lui aussi son désaccord sur la tenue des législatives le 16 mars. « *Je pense qu'il faudra des mois pour faire revenir la confiance des électeurs, compte tenu des défaillances dans l'organisation du scrutin. [...] Les deux mois qui restent sont trop courts pour rectifier le tir* », a-t-il fait savoir. Si des voix discordantes s'expriment jusque dans les rangs des proches du président de la Transition, le parti Tgv réplique : « *Certes, il faut écouter l'avis des uns et des autres, mais il faut distinguer ceux qui sont sincères et ceux qui souhaitent prolonger la Transition* ». Le site pro-Tgv Madagate se réjouit de cette annonce de maintien du calendrier : « *On avance inexorablement vers un nouvel ordre constitutionnel dans la Grande Ile, avec une démarche résolument malgache-malgache et non pas ivoiro-nigérienne...* ». Si les échéances du pouvoir sont respectées, l'élection présidentielle devrait se tenir le 4 mai 2011.

◆ **La Plate-forme Nationale des Organisations de la Société Civile (PFNOSC) rejette le processus de Transition.** Elle juge « *inacceptables* » les conditions de réalisation de la « *Conférence nationale* » et le référendum du 17 novembre et constate que ces deux opérations « *n'ont pas résolu la crise, ni conduit le pays à sa place au niveau international* ». De même, « *les prochaines échéances électorales ne seront pas reconnues par cette entité de la société civile, si les conditions d'organisation du référendum, tant techniques qu'au niveau de l'inclusivité, se reproduisent* », a avancé Lalao Randriamampionona, qui prône une nouvelle fois la recherche d'une solution inclusive et consensuelle « *dans le calme, sans verser dans la précipitation* », et avec l'appui de la communauté internationale. La Plate-forme, qui célèbre ses 5 ans d'existence, rencontre actuellement des problèmes de trésorerie dus à la suspension des aides des Nations-Unies qui lui avaient jusqu'ici apporté un soutien sans faille.

◆ **L'Escopol s'entre-déchire. La guerre de leadership est ouverte.** Le conflit interne était apparu lors des rencontres avec le médiateur de la Sadc. A défaut pour le groupement de pouvoir présenter un front uni, les émissaires ont dû se résoudre à recevoir deux délégations de l'Espace de concertation. Les rivalités sont attisées par la perspective du remaniement ministériel et de la nomination d'un hypothétique Premier ministre de consensus. Les règlements de compte internes font apparaître au grand jour les marchandages qui ont marqué l'établissement des listes de « *parlementaires* » appelés à siéger dans les institutions de la Transition. Des sièges auraient été monnayés. Des micro-partis auraient été soudoyés pour signer l'accord fondateur de l'Escopol afin de laisser croire à une large inclusivité, garante de la reconnaissance internationale. L'Escopol, qui ambitionne d'être « *la* » solution à la crise politique, va tenter de résoudre ses problèmes internes au cours d'une assemblée générale dont la convocation ne fait déjà pas l'unanimité.

◆ **Les meetings politiques interdits durant la période des fêtes de fin d'année :** une mesure qui rappelle l'interdiction des manifestations politiques durant la période référendaire. Un porte-parole du ministère de l'Intérieur refuse de voir dans cette décision une limitation de la liberté d'expression. Elle n'aurait été prise, affirme-t-il, que dans le souci de faciliter la circulation automobile dans les grandes villes.

◆ **Roland Ratsiraka entame par Mahajanga une tournée dans les régions,** alors que le ministère de l'Intérieur venait tout juste de prolonger l'interdiction d'organiser des meetings politiques publics. Il a tenu un discours réconciliateur, tout en dénonçant les mesures qui risquent d'aggraver la situation de crise : «

*l'emprisonnement de nombreuses personnes ne résoudra pas les problèmes des Malgaches* », a-t-il affirmé, invitant le pouvoir au respect des valeurs républicaines.

◆ **L'enquête sur la famille Ranjeva se poursuit.** Raymond Ranjeva a été entendu une nouvelle fois par le doyen des juges d'instruction sur ses liens supposés avec les mutins de la BANI. Son gendre, Marc Ratsisalovanina, a été entendu par la gendarmerie. Le barreau de Paris se déclare préoccupé par les poursuites pénales exercées contre le professeur et ancien vice-président de la CIJ. Il demande le respect des droits fondamentaux et le droit pour tous à un procès équitable. Plusieurs autres auditions de civils et de militaires ont eu lieu. L'objectif est de boucler le dossier avant la fin de l'année.

◆ **Liberté provisoire une quatrième fois refusée à Fetison Rakoto Andrianirina.** Accompagné de ses deux co-détenus, le leader des 3 mouvances a de nouveau rejoint après l'audience son lieu de détention à Ambatolampy. Comme auparavant, la défense a plaidé pour une liberté provisoire qui réponde « *au droit de ces personnes malades détenues en prison* ». Elle a présenté des documents médicaux attestant de la dégradation de l'état de santé des trois prisonniers. La mouvance Ravalomanana pose comme préalable à la poursuite des pourparlers de sortie de crise la libération de son chef de délégation.

◆ **L'association des maires de Madagascar (AMA) se mobilise pour la remise en liberté provisoire de Guy Maxime Ralaiseheno.** Elle considère que l'incarcération de son président ne se justifie plus, la Transition ayant renoncé à l'organisation des municipales anticipées du 20 décembre, revendication qui était à l'origine de la manifestation réprimée. Le porte-parole de l'association plaide pour un « *grand pardon national* ».

◆ **Voninahitsy Jean-Eugène et le groupe politique «Autres Sensibilités» (AS) accuse de trahison envers Marc Ravalomanana les membres dissidents du Tim qui siègent dans les assemblées de la Transition.** Il leur reproche de s'être déclarés incompetents pour voter la loi d'amnistie. « *Que ceux qui se sentent incompetents démissionnent* » ajoute-t-il, précisant que l'ordonnance qui a mis en place le CT et le CST a attribué à ces deux organes législatifs toutes les compétences de l'Assemblée nationale et du Sénat. Celui que le régime Ravalomanana avait jeté en prison à la suite d'un « *flagrant délit de trafics d'influences* » se déclare donc favorable à l'amnistie de Marc Ravalomanana, fait observer ironiquement *Tribune*. « *Les AS* » soutiennent qu'une mesure d'amnistie générale devrait blanchir tous les hommes politiques qui ont des arriérés judiciaires suite aux crises politiques de 2002 et de 2009 et que ces mesures, qui peuvent être prises par ordonnance, doivent précéder toutes les autres échéances électorales. Voninahitsy Jean-Eugène annonce son intention de démissionner du Parlement de la Transition si la question de l'amnistie n'est pas abordée lors de la session parlementaire extraordinaire, à la mi-janvier.

## Actualité économique et sociale

◆ **Des trafics de bois de rose et de palissandre ont été découverts dans la région de Tolagnaro et au port de Mahajanga.** Dans le sud, des camions militaires sont impliqués, ils avaient rendez-vous avec un cargo chinois.

◆ **Campagne de lutte contre le Sida compromise par la suspension des financements de la Banque mondiale.** Il n'y a plus de sensibilisation ni de grande campagne de lutte. L'État, avec le concours de quelques Ong, ne fait que prendre en charge les soins des personnes vivant avec le Vih. En outre, les approvisionnements en nourriture et produits laitiers de ces malades se font très rares et ne dépendent plus que des œuvres de bienfaisance. Les Unités de coordination régionales de lutte contre le Sida, financées depuis 2007 par la Banque mondiale, ont été supprimées, sauf pour la région Atsinanana. Les régions n'ont pas les moyens de suppléer au tarissement de ces aides extérieures.

◆ **Total a achevé sa première campagne de forages à Bemolanga. La décision d'exploitation des grès bitumineux sera connue mi-2011.** 130 puits ont été creusés pour soutirer des échantillons destinés aux analyses. La compagnie française entame actuellement l'interprétation des données qui pourrait durer jusqu'au mois de juin 2011. C'est donc à partir de mi-2011 que l'on saura si le pétrole de Bemolanga est exploitable. Si les résultats s'avèrent concluants, une deuxième campagne de 400 forages démarrera, étalée sur une période de 2 à 4 ans, durant laquelle un essai de production pilote sera effectué. La société prévoit de dépenser 100 millions de dollars pour ces explorations. Une fois prise la décision d'exploitation, un fonds de 6 à 10 milliards de dollars devrait être déployé pour la construction des infrastructures de production. Le gisement pourrait produire 200.000 barils par jour pendant 30 ans.

◆ **Les sables bitumineux malgaches au centre de rivalités.** L'Etat serait sur le point de retirer le permis d'exploration du sable bitumineux de l'ouest malgache des mains Madagascar Oil, qui venait de lever en bourse 80 millions de dollars. La société a demandé la suspension de sa cotation après un entretien avec le ministre des Mines et des Hydrocarbures qui aurait manifesté l'intention de racheter les licences. Des sociétés chinoises seraient en pôle position pour prendre la relève, dont la société SUNPEC, ainsi que des firmes américaines.

◆ **Andry Rajoelina s'envole pour Dubaï.** Un appareil d'une compagnie chinoise a été dépêché pour assurer le transport du président de la Transition, de sa famille et de ses collaborateurs. Il est invité à titre privé par le 1er promoteur immobilier des Émirats Arabes Unis. Une visite qui serait mise à profit pour trouver les financements pour les grands chantiers annoncés durant la campagne référendaire.